

La campagne électorale bat son plein, les programmes des candidats à la présidentielle se dévoilent, le Pénélopegate électrise les discussions.... Le sort des retraités, lui, ne suscite toujours pas l'intérêt des postulants au « trône » présidentiel. Manifestement, seuls leurs suffrages semblent les intéresser.

Pénalisés par quatre années de blocage de leurs pensions, par des mesures fiscales qui ont encore aggravé leurs difficultés à faire face aux dépenses quotidiennes, par la dégradation du système de santé,... les retraités font de plus, l'objet de campagnes de dénigrement indécentes.

Ils seraient à la charge de la société, eux qui ont contribué à la création des richesses de ce pays et qui continuent à s'investir dans la vie collective. Ils seraient des privilégiés, alors qu'ils sont des millions à vivre mal ou à se priver quotidiennement.

Et l'idée que les retraités seraient des nantis a même traversé l'esprit de nos élus locaux de la Com. d'Agglo. puisqu'ils réfléchissent à la suppression de la gratuité des transports en commun pour les plus de 60 ans...

Verser une larme sur les situations les plus dramatiques ne suffit pas. Ce sont toutes les retraites qui doivent être revalorisées, car tous les retraités subissent les pertes de pouvoir d'achat. Quels que soient leurs montants, ce ne sont pas des « retraites chapeau ».

La question de l'amélioration des conditions de vie des retraité(e)s est aujourd'hui, on vient de le voir, la grande absente des débats politiques et donc des médias.

Pour ne pas se résigner à cette invisibilité, le groupe des 9 (syndicats –sauf CFDT- et associations de retraités) a organisé, en début d'année au CESE à Paris, un colloque qui a réuni 300 de ses militants.

Les différentes interventions des organisateurs et les débats ont fait ressortir nos engagements communs :

- **Faire progresser le niveau de vie** de l'ensemble des retraités au même rythme que celui des actifs (indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen), demander à ce qu'aucune retraite pour une carrière complète ne soit en dessous du SMIC et que le montant des retraites, lors de la liquidation, soit dans la continuité du salaire ;

- **Assurer une protection sociale solidaire** en renforçant la Sécurité Sociale et, ainsi, réduire les restes à charge pour développer l'accès aux soins.

Et pour développer encore notre action commune: un questionnaire a été lancé, dont les objectifs sont d'approfondir nos liens avec les retraité(e)s et de préciser nos revendications.

Ils vous seront distribués et merci de nous les retourner rapidement.

Et puis c'est bien à l'appel de ces 9 organisations que nous voilà réunis aujourd'hui comme dans de nombreuses villes du pays.

Bon, puisque vous voilà attentifs, quelques chiffres qui décoiffent (sauf moi !) :

- Le magazine Forbes France vient de donner pour notre pays les 39 milliardaires pour 2017, parmi une liste de 2043 personnes à travers le monde, la quelle est en progression de l'ordre de 13% par rapport à 2016

Et bien les 5 français les plus riches se partagent 116 milliards d'euros... en augmentation par rapport à 2016 ! Soit pas loin d'un tiers du budget de l'état !!! Pas très loin non plus de la moitié des pensions annuelles versées au 16 millions de retraités du pays (280 milliards)...

Et sur ces cinq plus grandes fortunes de France, quatre sont patrons de presse. On est jamais mieux servi que par soi même pour façonner les consciences ! Ben voyons...

- **21 milliardaires possèdent autant que 40 % de la population la plus pauvre**, *«plus les milliardaires s'enrichissent, plus les pauvres augmentent»*,
- **1 % des plus riches détiennent 25 % des richesses nationales**, et un chômage de masse de 6 millions de personnes,
- **La fraude fiscale représente plus de 60 Milliards d'euros par an**, ce qui oblige l'Etat à emprunter davantage, avant les banques, lesquelles participent allégrement à l'évasion fiscale,
- **Une contribution des revenus du capital identique à celui des revenus rapporterait 40 Milliards d'euros.**

Et pendant ce temps là :

- **Notre Pays abrite 9 millions de pauvres qui n'ont jamais demandé à le devenir**, et qui rêvent de pouvoir vivre, tout simplement,
- **3 millions de logements sont inoccupés mais tous les jours on croise des « sans logis » qui dorment dans la rue,**

- On dénombre 600.000 logements indignes et 4 Millions de « *mal-logés* »,
- Les femmes ont en moyenne un salaire de 23 % inférieur à celui des hommes. L'égalité permettrait pourtant de financer la retraite à 60 ans,
- Plus d'un million de personnes en situation de handicap vivent sous le seuil de pauvreté,
- 11,5 millions de personnes sont en situation de « *précarité énergétique* », mais E.D.F a été offert au marché...

Et voilà la France, championne d'Europe des dividendes. Une hausse record en 2016, la troisième plus forte dans le monde.

Victor Hugo écrivait : « *C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches* »

Certes aujourd'hui le RSA ou l'ASPA (minimum vieillesse) leur donnent bonne conscience, mais au fond rien n'a changé !

La France n'est pas malade de ses immigrés, de ses chômeurs, de ses fonctionnaires ou de ses retraités, elle est malade de la finance et de ses valets !

Nou gon ké sa ! On en a assez... en créole guyanais !

Réindustrialiser la France est donc un besoin urgent pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux afin d'assurer un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social pour tous. Nous avons besoin de services publics forts dans tout le pays, pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire

La santé, elle, est malade des politiques menées depuis des années : casse de l'hôpital, déserts médicaux, casse de la Sécurité sociale... L'épidémie de grippe de cet hiver qui a fait de nombreuses victimes parmi les personnes âgées en est une illustration de la loi Touraine. Et la journée du 7 mars a permis de rappeler l'exigence d'un service public de qualité pour répondre aux besoins des usagers et non voué à la recherche effrénée de la rentabilité.

Depuis plusieurs mois, la CGT porte des propositions alternatives économiques et sociales en adéquation avec les exigences, les possibilités de notre époque et les aspirations des travailleurs, retraités, privés d'emplois. Elle porte au cœur de sa démarche, la question du travail. Derrière ce mot, nous parlons de son organisation, du paiement des qualifications et de l'expérience,

de la formation initiale et continue, des souffrances qu'il peut générer sur la santé.

Il est insupportable que certains perdent leur vie au travail, pendant que d'autres la perdent parce qu'ils n'en n'ont pas.

C'est pourquoi, nous revendiquons notamment une augmentation des salaires et des pensions avec, comme référence, le SMIC à 1800 euros, une réduction du temps de travail avec, comme référence, une durée de 32 heures hebdomadaire, un nouveau statut du travail et une sécurité sociale professionnelle, une protection sociale de haut niveau, des moyens supplémentaires pour les services publics, comme par exemple la santé, la culture et l'éducation, et la construction d'une véritable Europe sociale.

Nous remarquons que, pour une part, ces propositions sont reprises par certains candidats aux élections présidentielles.

Dans un pays où les 40 plus grandes entreprises viennent de dégager 75 milliards d'euros de bénéfices et de verser à leurs actionnaires près de 500 milliards en 10 ans, les moyens existent. On l'a vu précédemment...

La CGT alerte le monde du travail, et bien sûr les retraités, contre ceux, à l'extrême droite, dont le FN est l'un des porte-drapeaux, qui prônent la division des travailleurs du fait de leur origine, leur statut ou leur situation sociale. Diviser pour mieux régner, c'est un vieux dicton toujours d'actualité aux yeux de certains. **C'est aussi une façon de ménager et de servir les véritables responsables de la crise qui continuent de s'enrichir de façon insolente. Alors qu'au contraire les salariés, et aussi les retraités, ont besoin d'être unis.**

Voter est un droit dont beaucoup de citoyens dans le monde, sont privés. C'est la marque de la démocratie, les travailleurs, actifs ou retraités, doivent s'en saisir.

Les exigences et les choix du peuple doivent être respectés avant, pendant et après les élections. Les salariés et les retraités doivent être entendus lorsqu'ils se mobilisent, lorsqu'ils revendiquent et qu'ils proposent des alternatives.

Nous refusons d'avoir le choix entre le pire et le moins pire. Nous voulons le meilleur, pour vivre dignement et ouvrir des perspectives d'avenir pour les futures générations, pour des avancées sociales et progressistes.